Cahier de doléances du Tiers État de Lessart (Seine et Marne)

Cahier des doléances, plaintes et remontrances du hameau de Lessart, paroisse de Marchémoret, et limitrophe de la paroisse de Dammartin, bailliage dudit lieu.

Les habitants du hameau dudit Lessart demandent :

Art. 1^{er}. Que la répartition de l'impôt soit également payée par tous les ordres indistinctement, sans distinction ; qu'il soit reconnu que la nation seule a le droit de consentir à l'impôt ; qu'il ne soit accordé que pour un temps limité, et qu'il cesse d'être payé du moment où le temps prescrit par les Etats généraux sera expiré.

Art. 2. La liberté individuelle, par conséquent suppression des lettres de cachet.

Art. 3. Que les ministres soient responsables envers la nation, et que ceux qui seront jugés coupables soient punis suivant la rigueur des lois.

Art. 4. Suppression des capitaineries.

Art. 5. De tâcher d'assurer un moyen d'existence à tous les individus.

Art. 6. La suppression des aides, et qu'elles soient remplacées par un impôt moins abusif et moins vexatoire pour les peuples.

Art. 7. La suppression des gabelles, la suppression des corvées et celle des hallages, minages et péages.

Art. 8. Suppression des privilèges exclusifs, et notamment celui des maîtres de poste.

Art. 9. La liberté des citoyens assurée, et qu'ils ne puissent être jugés que par leurs juges naturels.

Art. 10. L'entretien des chemins communicatifs de paroisse à paroisse, et que les arbres qui sont plantés dans les voiries soient éloignés les uns des autres à une distance qui ne puisse pas gêner les voitures.

Art. 11. La continuation des baux des gens de mainmorte après le décès des titulaires.

Art. 12. Qu'ils s'opposent à l'exécution de l'article 33 du règlement, qui réduit au quart les membres du tiers-état, parce que cette réduction est injuste et contraire aux droits de la commune.

Art. 13. Enfin, ils s'en rapporteront à MM. les députés, plus instruits qu'eux sur le fait de la justice, police et finances, dans lesquels départements dont les dépenses doivent être fixées, il y en aura beaucoup à retrancher qui pourraient mettre à niveau la dépense et la recette.

Fait et arrêté ce 16 avril 1789, et ont, lesdits habitants, au nombre de trois, signé avec nous Jean-Claude Rousquin, avocat en parlement, lieutenant général au bailliage du comté de Dammartin et juge ordinaire de Lessart, les autres habitants ayant déclaré ne savoir écrire ni signer, de ce interpellés, suivant l'ordonnance.